

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'Anjou

Saint-Barthélemy-D'Anjou, le 07 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

APROCHIM

ZI La Promenade
BP 13
53290 Grez-En-Bouère

Références : SRNT-2025-634-INSP-APROCHIM-Grez-en-Bouère-RAP
Code AIOT : 0006301051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement APROCHIM implanté ZI LA PROMENADE 53290 GREZ-EN-BOUERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APROCHIM
- ZI LA PROMENADE 53290 GREZ-EN-BOUERE
- Code AIOT : 0006301051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société APROCHIM exploite des installations de traitement de déchets (matériels et matériaux) contaminés aux PCB. L'effectif actuel est de 19 salariés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 30/06/2006 modifié et complété, en particulier, par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 28/07/2014, du 27/10/2017 et du 15/11/2019.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a réalisé le 23 septembre 2025 une visite d'inspection inopinée du site APROCHIM. Un exercice inopiné portant sur le Plan d'Opération interne a été mené. L'action nationale 2025 sur les dispositions prises pour les premiers prélèvements environnementaux a également été réalisée.

Synthèse de l'exercice réalisé :

L'inspection des installations classées a fait réaliser un exercice inopiné portant sur un départ de feu au niveau du hall 1 avec prise en charge d'une victime, puis propagation de l'incendie à l'ensemble du bâtiment. L'exercice a eu lieu en journée dans les heures ouvrées du site.

L'objectif principal de cet exercice était de tester la mise en place de la salle de gestion de crise de l'entreprise avec l'affectation des rôles et de tester la chaîne d'alerte.

Les principales phases de l'exercice se sont plutôt bien déroulées :

- Phases d'évacuation du personnel et de recensement au point de rassemblement ;
- Les personnels ESI (équipes de seconde intervention) se sont rassemblées au vestiaire pour s'équiper de leur ARI (appareil respiratoire isolant), afin de pouvoir porter secours à la victime ;
- Phase d'alerte des parties prenantes ;
- Phase de mise en sécurité des installations (isolement des réseaux d'eaux, mis en sécurité

électrique...) jusqu'à arrivée du SDIS (simulée).

À noter qu'au jour de la visite inopinée, le directeur d'APROCHIM et la responsable de site étaient absents. En conséquence, le responsable d'exploitation a dû jouer le rôle de Directeur des Opérations Internes (DOI) et diriger l'exercice, sans pouvoir s'appuyer sur son équipe dirigeante.

Cette configuration a pu montrer l'importance de s'exercer à la gestion de crise et de faire jouer régulièrement le rôle de DOI aux personnes susceptibles d'endosser cette responsabilité, et dans les différentes configurations de la vie de l'entreprise. Après l'exercice, le DOI a conclu à la nécessité de s'appuyer sur plus de personnes dans sa gestion de l'évènement. Plusieurs points permettent d'étayer ces propos :

- Une absence de définition claire des rôles de chacun qui n'étaient pas pré-établis en cas de nécessité à chercher des personnes ressources en mode dégradé ;
- Le document du POI n'a pas été sorti et n'a pas été consulté. Le risque est de fonctionner uniquement en mode réflexe sur ce que l'on sait et d'oublier des points importants (rôle des fiches réflexes) dans la gestion de crise. Le POI pourrait utilement être présent dans la salle de crise.
- Les équipes sur le terrain ont été en attente de plus de points de situation sur l'évolution de la situation et sur l'arrivée fictive des secours. Le DOI étant occupé à passer des appels aux différents interlocuteurs de la chaîne d'alerte, il n'a pas pu assurer plus régulièrement ces points de situation avec ses équipes sur le terrain.

Pour autant, les principales actions ont bien été réalisées. Les tableaux d'aide en salle de gestion de crise ont constitué une bonne aide. Un plan du site pour mieux visualiser l'évènement pourrait utilement compléter cette salle. Il appartient à l'exploitant de tenir compte des différentes améliorations identifiées au cours de l'exercice aux différents lieux (salle de gestion crise, terrain...)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »
Constats : Lors de la visite d'inspection, le POI du site a été consulté. La version du document est datée du 30 mai 2022. La version disponible à la DREAL est la même. Le document est complété par un Plan de Défense Incendie (PDI) daté du 17 juin 2024. Ce PDI est imposé par l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Au jour de la visite, le délai de trois ans est dépassé pour la mise à jour du POI.

L'exploitant a indiqué qu'un processus de mise à jour est en cours. Il sera finalisé au plus tard au 31 décembre 2025 et transmis à la DREAL.

Cette mise à jour intégrera les évolutions de l'EDD en cours de finalisation d'instruction par la l'inspection, ainsi que les obligations de l'arrêté du 26 mai 2014 imposant notamment la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ainsi que la stratégie de prélèvements pour mener les premiers prélèvements environnementaux.

Il conviendra de créer un seul document faisant office de plan d'urgence, répondant à la fois à l'arrêté du 26 mai 2014 pour les sites SEVESO (POI) et à l'arrêté du 22 décembre 2023 pour la rubrique 2718 (PDI).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

Constats :

Le POI du site APROCHIM à Grez-en-Bouère est régulièrement testé. 2 exercices par an sont réalisés par l'exploitant.

En consultant la liste des exercices réalisés sur 2024 et 2025, l'inspection note que les exercices réalisés s'arrêtent souvent à tester la première alerte, l'évacuation des bâtiments et l'extinction éventuel d'un départ de feu.

La mise en situation sur un évènement d'ampleur (tel que réalisé lors de cette inspection), avec grèvement de la salle de gestion de crise et utilisation des outils de crise nécessite d'être réalisé plus fréquemment.

Les échéances annuelles de réalisation d'exercice POI sont cependant respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Dans le POI actuellement en vigueur en date du 30 mai 2022, le chapitre 7.1 concerne les prélèvements dans l'environnement post-accident. Cette fiche indique que l'exploitant a contractualisé avec la FIR (Force d'Intervention Rapide) d'Air Pays de la Loire pour ce qui est des prélèvements dans l'air. Une liste non exhaustive de composés à suivre est indiqué. Cette fiche est incomplète et ne répond actuellement pas entièrement aux prescriptions réglementaires. L'exploitant est en cours d'actualisation de son POI. Une version de travail du POI sur la partie concernant les premiers prélèvements a été transmis suite à l'inspection des installations classées. En compléments, les documents suivants ont pu être consultés : <ul style="list-style-type: none">• Étude définissant la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie - annexe à l'EDD (cf. point de contrôle n°6) ;• Stratégie de mesures des prélèvements environnementaux en situation accidentelle - Réf. 2025 - version 2 (stratégie Air Pays de la Loire pour les prélèvements dans l'air). Le premier rapport d'étude permet d'aboutir à une liste de produits de décomposition des produits en cas d'incendie et à une hiérarchisation des émissions. Cela complète la liste des substances qu'APROCHIM suit déjà actuellement dans le cadre du plan de suivi environnemental auquel le site est soumis par arrêté préfectoral. Dans la version en travail du POI, la liste des paramètres à suivre pour chaque matrice (air, eaux d'extinction, eaux de surface et sédiments, herbes et cultures) est clairement établie. Comme précisé au point de contrôle n°1, le POI du site APROCHIM à Grez-en-Bouère est en cours de mise à jour, afin d'intégrer notamment les conclusions de ces rapports. Il est attendu une transmission à l'inspection sous 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

Suite à la visite d'inspection, APROCHIM a présenté le document suivant :

- Une version de travail du POI en cours de mise à jour sur la partie concernant les premiers prélèvements a été transmis suite à l'inspection ;
- Stratégie de mesures des prélèvements environnementaux en situation accidentelle - Réf. 2025 - version 2 (stratégie Air Pays de la Loire pour les prélèvements dans l'air).

Le rapport d'air Pays de la Loire présente la stratégie de prélèvements pour 3 scénarios de vents, avec localisation des points de prélèvements à réaliser. Pour chaque substance identifiée, la méthode de prélèvement est précisée, ainsi que le nombre de points de prélèvements à réaliser.

Le responsable d'astreinte d'Air Pays de la Loire est en mesure de mobiliser les intervenants afin de garantir une intervention sur site entre 4 et 6 heures.

Pour ce qui est des autres milieux, la stratégie de prélèvements est assurée par BIOMONITOR. Les points de prélèvements seront pris en fonction de l'évènement accidentel et sur des points actuellement déjà suivis dans le cadre du plan de suivi environnemental, ceci afin de pouvoir comparer les valeurs aux données existantes.

Comme précisé au point de contrôle n°1, le POI du site APROCHIM à Grez-en-Bouère est en cours de mise à jour. Il est attendu une transmission à la DREAL sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le protocole de prélèvements est assuré par : <ul style="list-style-type: none">• Air Pays de la Loire pour les prélèvements dans l'air ;• BIOMONITOR pour les prélèvements dans les eaux de surface, herbes et cultures ;• les salariés d'APROCHIM pour les prélèvements dans les eaux d'extinction, puis envoi et analyse dans un laboratoire de SOCOTEC. Air Pays de la Loire est un organisme reconnu pour ce qui est des prélèvements et analyses dans l'air et il n'a pas été vérifié lors de la visite d'inspection les habilitations ou certifications pour réaliser des prélèvements de la société. De la même manière, la société APROCHIM est soumise depuis plusieurs années à un plan de suivi environnemental, réalisé avec notamment la société BIOMONITOR. Les prestations avec ces sociétés sont encadrées par des contrats de sous-traitance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée :

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Constats :

À la date de la visite d'inspection, l'étude de dangers est en cours de finalisation d'instruction par la DREAL l'inspection.

Dans ses réponses en date du 07 juillet 2025 à la demande de compléments de la DREAL en date du 09 décembre 2024, APROCHIM a transmis l'étude définissant la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, tel que demandé dans l'arrêté du 26 mai 2014.

Cette étude s'appuie sur les guides techniques et rapports d'expertises suivants :

- INERIS - Omega 16 - Recensement des substances toxiques (ayant un impact potentiel à court, moyen et long terme) susceptibles d'être émises par un incendie - v4.0 du 08/06/2022 ;
- Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie - France Chimie - DT126 - juin 2023 ;
- Guide professionnel relatif aux produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important secteur « déchets dangereux » - SYVED/SYPRED - décembre 2022 ;
- Guide professionnel relatif aux produits de décomposition dans le stockage et la logistique - AFILOG - octobre 2022 ;
- Avis relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement - DGPR - décembre 2022.

Il permet d'aboutir, pour chaque scénario issu de l'EDD, à une liste de produits de décomposition des produits en cas d'incendie et à une hiérarchisation des émissions. Les résultats de cette étude ont été communiqués à Air Pays de la Loire afin de valider l'exhaustivité des substances actuellement recherchées dans la stratégie de prélèvement. Le cas échéant, celle-ci sera mise à jour.

La liste des substances à rechercher est cohérente avec l'activité du site.

Comme précisé au point de contrôle n°1, ces éléments seront intégrés dans la mise à jour en cours du POI. Il est attendu une transmission à la DREAL sous 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite